



POURQUOI NOUS APPELONS À LA GRÈVE LE 9 OCTOBRE DANS LE SPECTACLE, LE CINÉMA, L'AUDIOVISUEL ET L'ACTION CULTURELLE !

Le ministère de la Culture n'a jamais été aussi près d'un démantèlement. La ministre se gargarise d'avoir sauvé son budget, alors qu'il est en baisse au regard de l'inflation, et que certains tours de passe-passe et autres transferts de crédits méritent d'être étudiés de plus près. Un grand nombre de dossiers est maintenant directement traité par l'Élysée ou Matignon (audiovisuel public, mission patrimoine...) et son administration souffre d'une désorganisation notamment en raison de l'absence de nominations à la direction de services du ministère, comme la Direction Générale de la Création Artistique. Le gouvernement a lancé un vaste plan de casse des services publics, dont le ministère de la Culture et ses opérateurs ne sont pas épargnés. Toutes les réformes à venir auront des conséquences sur nos conditions de travail et la qualité de notre activité. Les suppressions de postes se poursuivent, que ce soit au niveau de l'administration centrale ou chez les opérateurs.

Le service public de l'audiovisuel, France Télévisions en tête, est quant à lui dans le collimateur alors que les grands groupes privés grandissent et prospèrent, à coups de rachats et de délégations de service public, créant ainsi un phénomène de concentration dans l'ensemble de nos secteurs. C'est la diversité culturelle qui en jeu, et nous réclamons depuis plusieurs années maintenant une loi permettant de réguler le secteur.

Des salarié.e.s se mobilisent dans certains de nos lieux de travail : Arcadi, suppression de la subvention de 5 millions de la Région Ile de France, qui représente 88% du budget ; le Tarmac qui risque d'être liquidé par décision du Ministère de la Culture ; le Théâtre de la Commune d'Aubervilliers où les salarié.e.s subissent un management « pathogène ». Sans oublier la station de France 3 Île-de-France à Vanves, menacée de fermeture. Dans tous les cas, les pouvoirs publics sont soit aux manettes, soit n'exercent pas leurs responsabilités en tant que tutelles politiques.

Une autre politique culturelle que celle du chiffre est nécessaire, elle ne peut se satisfaire d'une vision exclusivement budgétaire.

Les besoins sociaux sont immenses, la Cgt revendique une sécurité sociale professionnelle pour assurer le droit au travail et la protection sociale nécessaire. Le gouvernement avance, quant à lui, à marche forcée avec des décisions violentes pour les salarié.e.s, particulièrement les plus précaires, les chômeurs et chômeuses et les retraité.e.s.

Le gouvernement prépare une réforme des retraites. Dans nos professions, elle risquerait d'engendrer une catastrophe pour les jeunes actifs, les femmes du fait notamment des périodes d'arrêt maternité, les artistes et les technicien.ne.s intermittent.e.s du spectacle du fait de leurs carrières à caractère discontinu, les auteurs et les autrices.

Concernant la future négociation de la convention d'assurance chômage, Le gouvernement vient de communiquer une lettre de cadrage aux organisations syndicales interprofessionnelles, leur intimant l'obligation de baisser les droits des chômeurs de presque 4 milliards sur trois ans, tout en épargnant le patronat abusant de la précarité.

Ce sont les travailleurs précaires, cumulant activités réduites et périodes de chômage, qui sont ciblés par le gouvernement. Ils sont, accusés de ne pas assez « traverser la rue » pour chercher du travail. Le patronat, Medef en tête, va inévitablement s'attaquer au régime spécifique d'assurance chômage des artistes et des techniciens intermittents du spectacle, soit en exigeant de nouvelles économies, ou en tentant de supprimer le régime.

Refusons de prendre les coups isolément ! Groupons-nous pour empêcher la casse des services publics et des droits sociaux ! Exigeons une politique culturelle et sociale pour toutes et tous !

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 9 OCTOBRE 2018 !

*Pour l'Île-de-France, un rendez-vous commun sera proposé avec la Cgt Culture, le Snj-Cgt et la Filpac-Cgt.
Pour les rendez-vous en région, vous rapprocher des Unions Départementales.*

Paris, le 27/09/2018.